

L'impossible composition du futur exécutif européen

Jean-Claude Juncker éprouve notamment des difficultés à faire respecter la parité

Bruxelles
Bureau européen

Jean-Claude Juncker, qui parcourt l'Union et passe ses journées au téléphone pour tenter de former son futur collègue, n'est pas au bout de ses peines. Le président de la future Commission européenne voulait y voir clair avant la fin juillet et, si possible, conclure le 30 août, date d'un prochain sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement qui devrait nommer le haut représentant pour la diplomatie et vice-président de la Commission.

Après la désignation officielle par François Hollande de Pierre Moscovici, il va sans doute s'attacher à définir les contours du portefeuille à « la relance de la croissance et à l'investissement » qui pourrait être celui de « Mosco ». Il devra parallèlement vaincre les réticences de Berlin, qui réclame désormais le portefeuille du commerce pour son candidat, Günther Oettinger, mais se demande toujours s'il est de bon ton de nommer un Français pour « accompagner la politique que mènent les gouvernements » et lutter contre « un euro trop cher et trop fort », comme l'a dit récemment Manuel Valls. M. Juncker va également mettre à profit le mois d'août pour limiter au maximum les risques que son futur exécutif pourrait courir, en septembre, lors des auditions des commissaires devant le Parlement.

Convaincu – et s'il ne l'était pas, la chancelière Angela Merkel s'y emploierait – que le futur commissaire britannique, Jonathan Hill, doit disposer d'un portefeuille important, il sait aussi qu'il risque d'exposer d'autant plus un

responsable qui est déjà dans le colimateur de certains eurodéputés. Ancien professionnel du lobbying – un secteur dans lequel il conserve des intérêts –, le candidat de David Cameron devrait être soumis à un feu roulant de questions.

La principale difficulté, pour M. Juncker, sera toutefois de respecter l'exigence qu'il a lui-même fixée : il voulait de nombreuses femmes dans son collège. La Commission sortante en compte neuf et celles-ci se sont mobilisées pour que la prochaine en compte au moins dix.

Problème : pour l'instant, seule la République tchèque a répondu au souhait du Luxembourgeois en désignant Vera Jourova, actuelle ministre du développement régional dans son pays. Le président devrait, en principe, pouvoir compter aussi sur la Bulgare Kristalina Georgieva, qui aurait fait,

selon lui, une excellente haute représentante pour la diplomatie. Une fonction emblématique pour cette commissaire sortante qui, de l'avis de beaucoup, s'est bien occupé de son département de l'aide humanitaire et l'a imposé sur la scène mondiale.

Elle n'est toutefois plus donnée favorite pour ce rôle qui, selon François Hollande et d'autres leaders, doit revenir à un candidat social-démocrate – M^{me} Georgieva est membre du Parti populaire européen (PPE), les conservateurs.

Tergiversations

L'Italie s'accroche dès lors à la candidature de Federica Mogherini, la ministre des affaires étrangères du gouvernement de Matteo Renzi. Un premier ministre auréolé de sa performance électorale mais qui, selon certaines sources, aurait énervé plusieurs de ses

homologues en tentant d'imposer à toute force sa favorite lors du récent Conseil européen qui, le 16 juillet, devait, en théorie, désigner le successeur de la Britannique Catherine Ashton, actuellement à la tête de la diplomatie des Vingt-Huit. La réunion a échoué.

M^{me} Mogherini se heurte à un quasi-veto de la Lituanie et d'autres Etats de l'Est ou du Nord, qui jugent impensable de désigner une responsable jugée trop proche des dirigeants russes. Selon certaines sources, la ministre italienne garde toutefois, ses chances, notamment parce que les sociaux-démocrates n'ont pas beaucoup d'autres noms à avancer.

Surtout depuis que le soutien de Paris à Pierre Moscovici a définitivement écarté l'hypothèse Elisabeth Guigou, l'ancienne ministre et eurodéputée qui ne cachait pas son intérêt pour le poste de haut représentant. M. Juncker avait tenté, sans succès, de contacter des proches du pouvoir socialiste pour faire appuyer ce choix.

Le président de la future Commission se soucie, en tout cas, de savoir si, en cas d'échec de sa candidature, M^{me} Mogherini accepterait un autre portefeuille dans son collège. Ou si Rome proposerait un autre candidat, masculin.

Six pays tergiversent toujours. Certains (les Pays-Bas et la Roumanie) ne proposent pas de femmes, une autre (la Belgique) hésite toujours à avancer le nom de Marianne Thyssen, une eurodéputée PPE, qui pourrait finalement être coiffée sur le fil par le ministre des affaires étrangères sortant, le libéral Didier Reynders. M. Juncker risque, décidément, d'être loin du compte. ■

J.-P.S